

VERS UNE AUTONOMIE CONCERTÉE DES RÉGIONS DU MONDE

Par André GRJEBINE

Quelque peu dépréciée comme point de référence pour la conduite des politiques économiques internes depuis l'avènement de la théorie keynésienne, la doctrine classique héritée de Ricardo reste dominante en matière de relations économiques internationales. Sinon toujours dans les faits, du moins dans les conceptions en vigueur.

Les difficultés rencontrées, souvent pour d'autres raisons, par les systèmes autarciques ont encore contribué à renforcer l'idée selon laquelle seule une division internationale du travail fondée sur des dotations différentes en facteurs de production pouvait assurer le développement économique des pays.

L'objet de cette note n'est pas de vanter les mérites de l'un ou l'autre de ces deux systèmes. Il est de suggérer que le choix véritable qui s'offre aux gouvernements n'est plus entre l'autarcie et le libre échange. Une approche différente des échanges économiques internationaux - fondée sur la définition de nouvelles priorités pour le développement des nations - paraît nécessaire aujourd'hui.

L'essor du commerce international a joué, incontestablement, un rôle de premier plan dans la croissance exceptionnelle qu'ont connue les pays industrialisés depuis la Guerre. Il convient cepen-

dant de souligner que, contrairement à ce que laissait prévoir la théorie d'inspiration classique, les échanges entre pays disposant de structures économiques comparables (et non pas complémentaires) sont dominants. Ainsi, en 1975, les échanges entre pays industrialisés représentaient 68,5 % des exportations totales de ces pays et 44,5 % de l'ensemble des exportations mondiales. En fait, les principaux courants d'échange actuels s'expliquent bien moins par les données de la géographie que par le rôle croissant des firmes multinationales, le dépassement du seul marché national par les productions de masse, enfin par ce que Bernard Lassudrie-Duchêne appelle la "demande de différence" c'est-à-dire par une demande de produits de plus en plus diversifiés (1). Les échanges intra-branches ou même intra-produits - Fiat, Volkswagen ou Austin contre Renault, Peugeot ou Citroën, bière française contre bière allemande, etc - sont autrement plus importants que les échanges "traditionnels" de produits manufacturés contre des matières premières. On connaît les remarquables travaux qu'a consacré à ce sujet l'économiste suédois S. Eurenstam Linder qui a fait apparaître les exportations des pays industrialisés comme le prolongement d'une production exécutée sur la satisfaction de la demande intérieure (2).

En revanche, les échanges entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement - qui représentaient, en 1975, 32,1 % du commerce mondial dont 11 % pour les seules exportations de combustibles (pétrole, etc) des pays en développement vers les pays industrialisés - continuent à s'expliquer, dans une large mesure, par des dotations différentes en facteurs de production.

Aujourd'hui, sous prétexte de favoriser le développement économique du Tiers Monde, c'est cette dernière forme d'échanges - la seule qui réponde encore au schéma classique - que l'on voudrait privilégier. Mais, il est à craindre qu'en confondant ainsi deux formes d'échanges qui n'ont rien de commun et en attribuant à la seconde - fondée sur des dotations différentes en facteurs de production - des avantages inhérents à la première - basée sur une différenciation de la demande - on ne condamne la nouvelle organisation économique internationale à la crise.

(1) cf. à ce sujet:

- B. Lassudrie-Duchêne: "la demande de différence et l'échange international", Economie & Sociétés, tome V, N°6, juin 1971
- B. Lassudrie-Duchêne et H.F. Honner: "les tendances actuelles de la spécialisation internationale", Chroniques d'actualité - SEDES, 31 janvier 1975

(2) S.E. Linder: "An essay on trade and transformation", New-York, 1961

concurrence stimulante et concurrence inégale

Le développement d'une spécialisation intra-branche, voire intra-produit au sein du monde industrialisé a non seulement assuré la rentabilité de certaines productions de masse qui aurait été trop coûteuses pour un seul marché et accru considérablement les possibilités de choix offertes aux consommateurs, mais il a aussi entretenu une concurrence stimulante entre les firmes implantées dans chacun des pays. Ce faisant, il a incontestablement favorisé une restructuration industrielle qui explique en partie la croissance qu'ont connu certains pays occidentaux - la France en particulier - au cours des dernières décennies.

Mais, si la concurrence entre pays à niveau de développement comparable apparaît comme très positive, en revanche, on ne saurait extrapoler une telle analyse à la "concurrence inégale" des pays à main-d'oeuvre bon marché. De ce fait, la comparaison de la situation actuelle des pays industrialisés et de celle de la France par exemple avant l'ouverture de ses frontières aux autres pays de la C.E.E. paraît tout à fait abusive.

Certes, l'analyse des secteurs les plus menacés des économies industrialisées montre qu'il s'agit généralement des secteurs les moins efficients, ceux dans lesquels la valeur ajoutée par salarié est la plus faible. L'élimination progressive de tels secteurs peut donc paraître souhaitable. Encore faut-il que les emplois "perdus" dans ces secteurs puissent être "trouvés" ailleurs. Or, la liste des branches industrielles les plus menacées par une industrialisation du Tiers Monde axée sur l'exportation correspond, dans une large mesure, à la liste des branches qui offrent le plus d'emplois industriels peu ou pas qualifiés. En France, l'ensemble des branches menacées - en tout ou en partie - emploie actuellement plus de trois millions de salariés. Une étude récemment publiée par le B.I.T. et consacrée à l'Allemagne évalue les pertes d'emploi dans ce pays d'ici 1985 en raison des importations en provenance du Tiers Monde entre 10,9 et 22,4 % de la population active en 1974. En même temps, les nouveaux emplois créés en Allemagne en raison d'un accroissement des exportations vers le Tiers Monde se situeraient entre 5,2 et 5,7 % de la population active en 1974 (3).

En fait, un renforcement de la division internationale du travail suppose une spécialisation des pays industrialisés dans les secteurs à haut niveau technologique. Or, non seulement il paraît douteux que la grande majorité de la main-d'oeuvre peu qualifiée menacée par la concurrence du Tiers Monde puisse recevoir rapidement la formation nécessaire

(3) U. Hiemenz & K.W. Schatz: "transfer of employment opportunities as an alternative to the international migration of workers: the case of the Federal Republic of Germany", working papers, B.I.T., Geneva, 1976

pour pouvoir occuper des emplois plus sophistiqués, mais encore, on ne saurait trop souligner que les industries technologiquement les plus avancées sont aussi, le plus souvent, des industries à forte intensité capitaliste employant relativement peu de main-d'oeuvre (4)

Dès lors, il est à craindre que pour résister à cette concurrence inégale un nombre croissant d'entreprises occidentales implantées dans des secteurs menacés ne choisissent de s'expatrier dans des pays à main-d'oeuvre bon marché. Les premiers signes d'une telle orientation sont d'ores et déjà perceptibles.

commerce aliénant et commerce sans dépendance

De même, les deux formes d'échanges conduisent-elles à des résultats foncièrement différents en matière d'indépendance nationale.

La multiplication des échanges entre pays situés à des stades de développement voisins fait bénéficier chacun d'eux des avantages de l'ouverture économique sans porter atteinte, le plus souvent, à leur indépendance. Par exemple, un échange de "Fiat" contre des "Renault" favorise le développement des deux firmes et accroît les possibilités de choix des consommateurs italiens et français mais n'aliène guère l'indépendance économique des deux pays dans la mesure où cet échange peut être rapidement et sans inconvénients majeurs remplacé par une consommation accrue de "Fiat" en Italie et de "Renault" en France.

En revanche, un échange de pétrole arabe contre du blé européen hypothèque l'indépendance des deux régions dans la mesure où chacune d'elles est menacée d'une crise économique grave en cas de défaillance ou simplement de hausse du prix du produit importé. Cette atteinte à l'indépendance nationale peut être d'autant plus préoccupante que, dans la plupart des cas, il ne s'agit pas d'une dépendance mutuelle et réciproque. Ainsi, il est clairement apparu au cours des dernières années que chacun des pays européens était en situation de demandeur face aux pays exportateurs de pétrole aussi bien en ce qui concerne son approvisionnement en énergie que pour écouler des produits manufacturés vers ces pays pour équilibrer sa balance commerciale. Plus grave encore est la situation de dépendance d'une large partie du Tiers monde qui dépend simultanément des pays pétroliers pour son approvisionnement énergétique et des pays occidentaux - en premier lieu des Etats-Unis - pour son

(4) cf. à ce sujet: André Grébinet: "la spécialisation internationale: analyse de quelques coûts pour les pays industrialisés", Revue du Tiers Monde, avril-juin 1977

approvisionnement en produits alimentaires de première nécessité.

En fin de compte, le degré d'aliénation de l'indépendance nationale dépend infiniment moins de l'importance des échanges extérieurs d'un pays que des caractéristiques de ces échanges. Le commerce extérieur est d'autant moins aliénant que les importations et les exportations sont comparables et peuvent être remplacées, sans difficultés excessives, les premières par une production nationale, les secondes par une consommation nationale. Remarquons que ces considérations pouvaient déjà être déduites, dans une certaine mesure, de la loi des valeurs internationales élaborées par John Stuart Mill au XIXème siècle. Celui-ci affirmait, en effet, que le partage des avantages de l'échange international entre deux pays dépend de l'élasticité de la demande d'importation de chacun d'eux, le pays qui gagne le plus au commerce international étant celui dont les produits sont le plus demandés par l'étranger et qui demande lui-même le moins de produits à l'étranger.

une perpétuation du schéma colonial

On connaît l'impact souvent désastreux qu'a eu sur les pays du Tiers Monde l'extension des cultures d'exportation imposée par les puissances colonisatrices au XIXème siècle. La spécialisation de ces pays dans des productions exotiques recherchées par les européens - conformément aux préceptes de la théorie ricardienne - les a rendu étroitement dépendants aussi bien pour leurs exportations que pour leur approvisionnement en produits alimentaires de base de la conjoncture et du bon vouloir des pays européens. En outre, si les plantations ont souvent soustrait les meilleures terres à l'agriculture vivrière, la séparation quasi-complète existant entre ces deux secteurs a généralement empêché que les progrès technologiques du premier se transmettent au second. Enfin, les importations de produits manufacturés en provenance des pays colonisateurs ont, dans la plupart des cas, conduit à la disparition d'un artisanat local dans les pays du Tiers Monde et annihilé pendant longtemps les tentatives d'industrialisation de ceux-ci (5).

En fait, alors que les échanges entre pays industrialisés tendent de plus en plus à se développer de manière à satisfaire au mieux la

(5) cf. à ce sujet: Paul Bairoch, "Le Tiers monde dans l'impasse", coll. Idées - Gallimard, Paris 1971

demande locale de chacun d'eux, les échanges entre ces pays et le Tiers monde continuent à obéir essentiellement aux données de la géographie. Il est de fait qu'au moins en ce qui concerne les produits primaires exportés par les pays en développement, le rôle du "support de la demande domestique" - mis en évidence par S.B. Linder pour les échanges entre pays industrialisés - apparaît, de prime abord, comme négligeable. Une analyse plus approfondie conduit, néanmoins, à penser que le rôle de la demande ne peut être ignoré dans l'explication des échanges extérieurs des pays du Tiers Monde, à condition d'introduire le paradoxe suivant: en réalité, le plus souvent, les exportations de ces pays ont été entreprises par des firmes étrangères et sont encore, fréquemment, le fait d'entreprises multinationales aujourd'hui. Or, la production de ces firmes visait (vise) bien à répondre à la demande domestique...seulement, il ne s'agissait (s'agit) pas de la demande domestique du pays d'accueil - pays étranger pour la firme - mais du pays d'origine de celle-ci. Ainsi, quand Pechiney produit de l'aluminium au Cameroun, il est clair qu'il s'agit bien de répondre à une demande de l'industrie française. Il pourra ensuite - conformément au principe de Linder - exporter les "surplus" vers d'autres pays et, éventuellement, vers des pays africains...

C'est ce détournement de la production des pays en développement vers la satisfaction non de leurs besoins propres mais de ceux du monde industrialisé que l'on risque de perpétuer en transposant le "schéma colonial" de l'agriculture à l'industrie. Ainsi, après avoir longtemps privilégié la demande internationale en orientant leur production vers les cultures d'exportation au détriment de l'agriculture vivrière, de nombreux pays du Tiers Monde entament aujourd'hui une industrialisation orientée vers l'exportation.

Il est à craindre que non seulement une telle forme de développement ne permette pas à ces pays d'échapper à leur fragilité et à leur dépendance actuelles, mais que de plus, elle soit vouée à l'échec pour une majorité d'entre eux. En effet, aussi longtemps que seuls quelques petits pays - Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong, Singapour, etc - se spécialisaient dans l'exportation de certains biens manufacturés à destination des pays occidentaux, la concurrence qui en découlait pour les entreprises occidentales demeurait supportable dans la mesure où elle était cantonnée à quelques "créneaux". Il en sera tout autrement si une large partie du Tiers Monde suit la même voie. Le renforcement des

barrières douanières deviendrait inévitable alors qu'il serait trop tard pour modifier l'orientation du développement des pays du Tiers Monde en évitant de dramatiques gaspillages.

A cet égard, il convient de souligner une différence essentielle entre ce que l'on peut appeler l'ancienne division internationale du travail - fondée sur l'échange de produits de base en provenance du Tiers Monde contre des produits manufacturés en provenance des pays industrialisés - et la division du travail qui s'esquisse aujourd'hui - fondée sur l'échange de produits manufacturés de consommation courante fabriqués par la main-d'oeuvre abondante et bon marché des pays en développement contre des produits sophistiqués incorporant surtout du capital et une technologie avancée fabriqués en Occident. Dans le premier cas, les pays industrialisés ne produisaient pas et ne pouvaient produire les matières premières exportées par le Tiers Monde. Il était donc de leur intérêt d'encourager de tels courants d'échange. De surcroît, cette orientation donnée à la production des pays du Tiers Monde assurait aux pays occidentaux de nouveaux marchés pour leurs produits manufacturés. La situation actuelle est tout à fait différente dans la mesure où les exportations manufacturées des pays en développement viennent non pas "combler un vide" mais, au contraire, concurrencer - et concurrencer souvent de manière irrésistible compte tenu des différences de coûts de la main-d'oeuvre - les productions des pays occidentaux. Il n'est donc pas douteux que, tôt ou tard, ceux-ci seront pratiquement contraints de réagir.

un commerce inter-zones minimum

Quels que soient les avantages que l'on peut escompter d'un développement autonome des principales régions du monde, il est évident que cette autonomie ne saurait être que partielle. Chacune des régions est, en effet, pratiquement condamnée à demeurer tributaire des autres pour un certain nombre de produits ou de prestations. Ainsi, on voit mal comment, à l'exception peut-être des Etats-Unis, les pays industrialisés pourraient se passer, à plus ou moins brève échéance, de la plupart des produits de base et notamment du pétrole qu'ils importent du Tiers Monde. De même, les pays socialistes semblent devoir recourir de plus en plus à des firmes occidentales pour pallier aux insuffisances de leur économie aussi bien pour satisfaire une demande de biens de consommation toujours plus pressante que pour combler leur retard dans certains secteurs de pointe. Enfin, quelle que soit l'orientation de son développement, le

Tiers Monde aura certainement besoin, dans les années à venir, aussi bien pour s'industrialiser que pour moderniser son agriculture, de recourir à la technologie comme aux capacités d'organisation et de financement des pays occidentaux. L'importation de biens d'équipement pourra également être considérée comme lui étant nécessaire dans un premier temps.

Dès lors, on est conduit à préconiser la définition d'un seuil minimum d'échanges inter-zones qui correspondrait au degré minimum d'ouverture que chaque région du monde est pratiquement condamnée à accepter au moins temporairement.

Pour ce faire, il conviendrait, en premier lieu, de définir quels sont les principaux produits vitaux pour chaque zone régionale, compte tenu de l'évolution de sa demande intérieure et de ses objectifs de développement.

En second lieu, il faudrait recenser les possibilités et les impossibilités - géographiques, financières, humaines, etc - de chaque zone régionale pour produire les biens qu'elle juge indispensable. On parviendrait ainsi à définir une liste d'importations quasi-obligatoires pour chaque groupe de pays, en tenant compte autant que faire se peut des produits de substitution envisageables.

De la même façon, on pourrait établir une liste des principaux secteurs d'activité dont l'existence est jugée indispensable au sein de chacune des zones régionales et la participation étrangère éventuellement nécessaire pour leur lancement ou leur développement.

Ces recensements devraient permettre de sélectionner les principaux produits devant faire l'objet des échanges inter-zones. L'organisation économique mondiale qui en découlerait répondrait alors non à une application problématique de la loi des avantages comparatifs mais à la volonté de satisfaire les besoins essentiels de chaque zone régionale.

comment compenser les importations ?

Il resterait alors à chercher pour chaque zone régionale les produits dont l'exportation devrait permettre de financer les importations incompressibles (temporairement au moins).

Dans cette optique, plusieurs études publiées récemment par le Groupe d'Etudes Prospectives Internationales du Centre Français du

Commerce Extérieur montrent qu'un pays réussit d'autant mieux dans l'exportation qu'il se spécialise dans les secteurs où la demande mondiale est la plus forte (6).

Cette première observation semble tout à fait pertinente. En revanche, il paraît pour le moins hasardeux d'en déduire - comme on est tenté de le faire à la lecture de ces études - que chaque pays doit se spécialiser en fonction de l'évolution future de la demande mondiale.

En premier lieu, les tendances de cette demande mondiale future sont extrêmement difficiles, pour ne pas dire impossibles à saisir avec précision au niveau de finesse nécessaire pour orienter les spécialisations des entreprises. Cette difficulté est d'autant plus grande que ces prévisions devraient porter sur de très longues périodes de manière à permettre d'orienter en conséquence non seulement les investissements, mais aussi les efforts de recherche, la reconversion des travailleurs des secteurs pour lesquels la demande mondiale s'annonce faible vers les secteurs où elle devrait se développer, la formation des jeunes, etc... De surcroît, il ne s'agit pas seulement de prévoir la demande mondiale des différents produits mais aussi l'offre mondiale de ces produits de façon à connaître l'intensité de la concurrence que les entreprises auront à affronter suivant qu'elles s'engagent dans telle ou telle production. Pour illustrer ces difficultés, il suffit de rappeler celles que connaissent les économies occidentales, depuis 1973, pour avoir imprudemment tablé auparavant sur une offre mondiale durable de pétrole bon marché.

En second lieu, il convient de remarquer qu'on ne saurait déduire de l'observation d'une large concordance entre les exportations de l'Allemagne fédérale ou du Japon et de la demande mondiale que ces pays ont orienté leur développement économique de manière à satisfaire en priorité cette dernière. En fait, on peut avancer l'hypothèse que - conformément à la théorie de Linder - les entrepreneurs allemands ou japonais ont lancé, le plus souvent, de nouvelles pro-

(6) G.E.P.I. :

- "stratégies de spécialisation et politiques industrielles", juin 7
- "une économie à la recherche de la spécialisation optimale: le Japon", novembre 1976
- "principaux enseignements des expériences étrangères dans le domaine de la spécialisation internationale", décembre 1976

ductions pour satisfaire une demande intérieure. Dans un second temps, la qualité - ou le prix relativement peu élevé - de ces produits, en même temps qu'une excellente organisation commerciale, ont permis à un grand nombre de firmes d'exporter une part croissante de leur production. Ainsi, après avoir comparé l'évolution de la production intérieure et des exportations, entre 1957 et 1971, de 12 produits pour lesquels le Japon était très spécialisé à l'exportation, Ghislaine Chouraqui concluait: "pour la majeure partie des produits retenus, la demande intérieure a entraîné l'exportation et non l'inverse" (7). Cependant, la structure relativement semblable de la demande nationale du Japon ou de l'Allemagne - pays qui se situent tous deux dans le groupe de tête des nations industrialisées - et de la demande mondiale explique que tout se passe comme si "ce qui est bon pour ces pays l'est également, dans une large mesure, pour le monde entier". Cette situation explique que l'on puisse avoir, rétrospectivement, l'impression que le développement économique de l'Allemagne ou du Japon a été orienté en permanence en fonction de la demande mondiale. En revanche, il paraît douteux qu'à de rares exceptions près, des firmes qui ne sauraient répondre à leur demande domestique puissent espérer s'implanter sur les marchés étrangers même en orientant exclusivement leur production vers ceux-ci.

En fait, les économies des différentes zones régionales étant, dans une large mesure, complémentaires, le problème majeur pour les entreprises de chacune d'elles est moins d'orienter leur production pour répondre à une évolution de la demande mondiale difficile à prévoir que de réussir à satisfaire au mieux leur demande domestique dans les secteurs en expansion et, se faisant, à occuper des "créneaux" qui leur permettront d'exporter dans le reste du monde. Ce n'est pas parcequ'elles fabriquent des machines outils spécialement adaptées à la demande des pays socialistes ou du Tiers Monde que les entreprises allemandes réussissent de remarquables performances à l'exportation dans ce secteur, mais bien parcequ'elles satisfont leur demande domestique beaucoup mieux que ne le font leurs concurrentes dans d'autres pays. La priorité donnée à la satisfaction de la demande intérieure n'est pas antinomique avec un développement des échanges extérieurs. Au contraire, cette priorité est un élément moteur essentiel, sinon la condition même de ce développement.

(7) Ghislaine Chouraqui: "la spécialisation internationale de l'économie japonaise", thèse ronéotée pour le doctorat d'Etat ès sciences économiques, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, mai 1975

un protectionnisme sélectif

A première vue, on pourrait concevoir que la recherche d'une certaine autonomie conduise les principales zones régionales du monde à privilégier la satisfaction de leurs besoins propres et que, de ce fait, on assiste à une atténuation de la "concurrence inégale" et à un rejet du "schéma colonial" sans recours à des mesures protectionnistes. En réalité, dans la mesure où une telle orientation du développement économique mondiale irait à l'encontre de certains intérêts - en particulier de ceux des firmes multinationales qui trouvent un avantage incontestable à produire dans les pays où la main-d'œuvre est la meilleure marché - il paraît douteux qu'une telle organisation de la planète puisse s'instaurer sans barrières douanières autour des zones régionales.

Cependant, de telles mesures ne devraient pas résulter de "guerres commerciales" semblables à celles que le monde a connu durant l'entre-deux-guerres, mais de la négociation - par exemple dans le cadre du dialogue nord-sud - d'un redéploiement mondial des activités fondés non sur la recherche d'une division internationale du travail optimale mais sur celle d'une meilleure satisfaction des besoins propres de chacune des zones régionales.

Pour ce faire, les mesures de protection sélective qui devraient vraisemblablement être prises dans le cadre de chaque zone régionale - par exemple au niveau de la C.E.E. ou éventuellement de l'ensemble de l'Europe occidentale - pourraient viser à protéger contre une concurrence inégale les secteurs pour lesquels on prévoit une augmentation de la demande domestique. Au contraire, une concurrence croissante - pouvant aller jusqu'à entraîner leur disparition progressive - pourrait être acceptée dans les secteurs où la demande domestique est appelée à s'atténuer, sinon à se tarir.

Pour juger du bien-fondé de telle ou telle politique commerciale, il est instructif de se reporter aux expériences du passé, notamment à celles du XIXème siècle. A cette fin, on peut se référer aux conclusions de l'excellente étude que vient de publier Paul Bairoch: "commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIXème siècle" (8)

(8) Ed. Mouton - E.H.E.S.S., Paris 1976, 355 pages

Ces travaux permettent d'abord de constater qu'au XIX^{ème} siècle déjà, "en moyenne plus de 80 % des exportations européennes étaient destinées soit à d'autres pays européens, soit à l'Amérique du nord et à l'Océanie", c'est-à-dire que l'essentiel du commerce international était le fait de courants d'échange entre pays concurrents et non entre pays complémentaires et s'expliquait donc davantage par la théorie élaborée ultérieurement par Linder que par celle de Ricardo.

Surtout, Paul Bairoch montre que "l'expansion du commerce extérieur européen a été généralement plus rapide durant les périodes protectionnistes que durant la période libérale...globalement, les 25-30 années de la période libérale (1860-1890) ont été nettement plus négatives que les 30 années précédant cette période et que les 25 années la suivant." Par ailleurs, "durant la phase protectionniste de la fin du XIX^{ème} siècle (grosso modo: 1890-1913) ce sont les pays protectionnistes qui ont vu leur commerce extérieur se développer plus rapidement".

En fait, le libre échange a été favorable surtout, sinon exclusivement, à la première puissance économique de l'époque, c'est-à-dire au Royaume-Uni aussi longtemps que celui-ci a conservé son avance. Au contraire, la libéralisation de la politique douanière de l'Europe continentale, amorcée en 1860, a été un échec. Ces résultats diamétralement opposés de politiques commerciales semblables s'expliquent principalement par le fait qu'au Royaume-Uni, la concurrence exercée sur l'agriculture par les importations en provenance des pays d'outre-mer à peuplement européen (Etats-Unis, Canada, Australie), le "tiers monde avancé" de l'époque, a eu un effet favorable parcequ'il s'agissait déjà d'un secteur en déclin qui n'employait plus que 22 % de la population active totale vers 1846 contre plus de 52 % pour l'Europe continentale industrialisée vers 1860-1862. De plus, le Royaume-Uni pouvait compenser cette "concurrence inégale" en matière agricole en exportant massivement ses produits manufacturés vers les autres pays européens. En revanche, en Europe continentale, l'afflux très important de céréales en provenance des pays d'outre-mer - afflux favorisé par la levée quasi totale des obstacles à l'importation de produits alimentaires et par la baisse des coûts de transports - a entraîné une régression de la production agricole de quelques 0,3 % par an de 1866-1870 à 1888-1892 et, par là, de la production industrielle. Le retour au protectionnisme durant la dernière décennie du XIX^{ème} siècle favorisa une reprise économique qui provoqua à son tour une reprise de l'expansion du commerce extérieur. Il apparaît donc, comme l'écrit Paul Bairoch, qu'"une libéralisation des échanges

extérieurs conduit à renforcer les inégalités de développement économique car, généralement, elle profite davantage aux pays ou aux régions les plus avancés". Le parallèle entre la situation du Royaume-Uni au XIXème siècle et celle de l'Allemagne Fédérale aujourd'hui mérite d'être médité. De même devrait-on avoir à l'esprit les difficultés qu'a connu la France au XIXème siècle pour avoir voulu imiter le Royaume-Uni en ouvrant ses frontières sans être aussi compétitif que celui-ci. La situation est-elle si différente maintenant ?

Dans la même optique, Paul Bairoch remarque que "l'expérience des autres entités économiques confirme l'expérience européenne. Les pays non européens qui sont devenus de grandes puissances économiques ou, plutôt, qui ont atteint des niveaux avancés de développement, ont suivi, eux aussi, des politiques protectionnistes: nous pensons aux Etats-Unis (un des pays parmi les plus protectionnistes au monde jusqu'aux années 1950) et au Japon... pratiquement tous les pays hors d'Europe qui avaient, au XIXème et au XXème siècles des régimes douaniers libéraux, sont aujourd'hui des pays sous-développés."

En revanche, l'examen de l'évolution de l'économie française durant la première moitié du XXème siècle montre que le refus de la concurrence avec des partenaires également développés n'est pas moins néfaste que le libre échange avec des partenaires manifestement mieux armés.

En fin de compte, alors qu'un regain de protectionnisme semble inévitable compte tenu des difficultés croissantes que rencontrent les pays occidentaux en raison de la concurrence des pays à main-d'oeuvre bon marché, l'examen des expériences du passé comme celui de la situation actuelle montrent qu'il est essentiel que des mesures protectionnistes soient prises à bon escient c'est-à-dire conformément à une vision globale du développement des différentes zones régionales. Autant l'utilisation de telles mesures peut paraître souhaitable pour favoriser une organisation plus autonome des principales régions du monde, autant le déferlement d'un protectionnisme sauvage - séparant notamment des pays situés à des stades de développement comparables comme ceux de la C.E.E. - pourrait avoir des effets désastreux. Il est à craindre que si des mesures de protection inter-zones ne sont pas prises à temps, le protectionnisme sauvage sera inévitable.

financer la réorientation du Tiers Monde

Il est évident que la recherche d'une plus grande autonomie des principales régions du monde - en particulier des régions industrialisées - n'aurait pas pour objectif d'empêcher l'industrialisation du Tiers Monde mais de réorienter le processus engagé vers la satisfaction des besoins fondamentaux des pays en développement.

L'annonce par les gouvernements occidentaux d'un renforcement progressif de leurs barrières douanières conduirait, selon toute vraisemblance, les firmes implantées dans des pays en développement à privilégier davantage la demande domestique de ces pays au détriment des exportations vers leur pays d'origine.

Pour amplifier cette demande domestique et accélérer le développement des pays les plus pauvres une politique d'assistance financière devrait être envisagée. La faiblesse de l'aide au développement accordé jusqu'à présent par les pays occidentaux donne à penser qu'on ne saurait compter sur celle-ci. Dès lors, on est conduit à préconiser la mise en oeuvre d'une véritable politique économique mondiale sous l'égide d'un organisme comme le F.M.I. ou la Banque Mondiale. Cette politique pourrait notamment favoriser l'organisation de marchés de capitaux dans les régions en développement. Pour ce faire, l'organisme international chargé d'une telle politique pourrait d'une part garantir des emprunts contractés par des organismes financiers régionaux soit dans le monde occidental soit auprès des pays pétroliers les plus riches, d'autre part recourir à des émissions supplémentaires de D.T.S. au profit du Tiers Monde (9).

* *
*

L'interdépendance généralisée et égalitaire de tous les pays de la planète peut paraître séduisante à première vue. En réalité, il est à craindre qu'elle ne conduise inmanquablement à l'extension des dépendances inégales, des guerres commerciales, des crises. De surcroît, le

(9) Pour une analyse détaillée de cette proposition, on peut se reporter à l'étude que nous avons publié, en mai 1977, dans la revue "Banque" "Du desendettement du Tiers Monde à la régulation de la conjoncture mondiale..."

temps n'est plus où l'uniformisation du monde sous l'égide de l'Occident apparaissait comme l'objectif le plus souhaitable.

Une autonomie concertée des principales zones régionales - aussi éloignée du libre échange anarchique qui prévaut actuellement que des systèmes autarciques - pourrait favoriser le développement économique plus harmonieux de toutes les parties du monde sans aliéner pour autant l'indépendance de chacune d'elles. La diversité des cultures et des modes de vie pourrait ainsi être, dans une certaine mesure, préservée dans le contexte d'un développement multipolaire du monde.

Mais, pour se lancer dans cette voie nouvelle, les dirigeants du monde actuel - et singulièrement les responsables du dialogue nord-sud - parviendront-ils à mettre entre parenthèses les intérêts à court terme de tels ou tels groupes de pression et surtout à rejeter les schémas économiques traditionnels aujourd'hui dépassés ?